Nikolaj Kaposov, Pamjat' strogogo režima

KORINE AMACHER

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/7661>

DOI : 10.4000/monderusse.7661

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2011

Pagination : 814-819

ISBN : 978-2-7132-2353-2

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

KORINE AMACHER, « Nikolaj Kaposov, Pamjat' strogogo režima », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 52/4 | 2011, mis en ligne le 03 décembre 2012, Consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/7661> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.7661>

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.

© École des hautes études en sciences sociales

Nikolaj Kopusov, Pamjat' strogogo režima

KORINE AMACHER

RÉFÉRENCE

Nikolaj KOPOSOV, **Pamjat' strogogo režima. Istorija i politika Rossii** [La mémoire d'un régime autoritaire : Histoire et politique de la Russie]. Moscou : Novoe literaturnoe obozrenie, 2011, 320 p.

- 1 L'histoire a été un enjeu politique central pour le pouvoir soviétique. Dans la Russie postsoviétique, elle reste fortement sollicitée par les dirigeants politiques, par les élites intellectuelles et les opinions publiques, sans qu'il soit aisé de discerner la part qui revient à chacun dans cette dynamique. L'ouvrage de Nikolaj Kopusov s'inscrit dans cette tendance historiographique qui, depuis la chute de l'URSS, a engendré de fructueuses réflexions, issues de champs intellectuels divers, sur les représentations collectives du passé et les usages politiques de l'histoire, à l'époque soviétique et postsoviétique.
- 2 L'intérêt de cet ouvrage est double : il n'est pas centré sur une période, un événement ou un personnage en particulier, mais il propose une large synthèse – de la période soviétique aux années 2000 – de la « conscience historique et de la politique de la mémoire » en Russie. Ce choix d'étudier le temps long de l'histoire de la mémoire permet de mieux cerner les ruptures et les continuités, notamment de certains mythes de l'époque stalinienne. L'auteur revient aussi sur les « guerres de mémoires » qui opposent la Russie à ses voisins (Pologne, Ukraine, pays Baltes) et dont les causes sont des événements qui ont été, et restent, au cœur des « luttes pour l'histoire » en Russie : le stalinisme et la Seconde Guerre mondiale, deux thématiques qui occupent une place centrale dans cet ouvrage. Enfin, l'auteur inscrit le cas russe dans un contexte bien plus large. Si cela est inévitable, la politique historique et la politique extérieure de la Russie étant intimement liées, cette méthode « historico-comparative » ne surprendra pas les

lecteurs des livres de Nikolaj Koposov. Qu'il s'agisse de réfléchir à la façon de penser des historiens en Europe¹ ou de critiquer les sciences sociales en Russie et ailleurs², Koposov n'inscrit pas ses réflexions dans un cadre national unique. Cet ouvrage suscite dès lors une réflexion sur la spécificité russe et remet en question la vision d'une Russie dans laquelle les événements qui ont lieu n'ont « rien à voir avec ce qui se passe dans d'autres pays ».

- 3 Avant d'en venir aux luttes actuelles autour du passé, et pour mieux les appréhender, l'auteur consacre le premier chapitre de son ouvrage aux conceptions de l'histoire qui ont prévalu en Europe, depuis le siècle des Lumières, empreint de foi en un progrès historique, jusqu'à l'époque actuelle, marquée par le présentisme³, la crise des grands récits et la perte de la foi en l'avenir, en passant par le roman national du XIX^e siècle et l'histoire sociale du XX^e siècle. En s'appuyant sur les travaux classiques des spécialistes de la mémoire historique, l'auteur analyse l'émergence, dès le début des années 1980, du phénomène de la mémoire dans le monde occidental. Il évoque, en ce qui concerne l'ancienne Europe de l'Est et la Russie, la montée des mémoires nationales qui a mené à la délégitimation des régimes communistes et à une nouvelle « nationalisation du passé », en dépit du diagnostic de la mort de l'histoire nationale, alors même que les démarches transnationales priment dans l'historiographie occidentale. C'est sur les politiques de la mémoire et sur la question des lois mémorielles, dont l'auteur retrace les principaux jalons dans l'Europe d'après 1945 et en particulier après la chute des régimes communistes, que se referme ce premier chapitre. Consacré à la perception de l'histoire dans le monde actuel, il permet à Koposov de distinguer deux types principaux de la mémoire historique contemporaine. D'un côté, une mémoire culturelle qui s'appuie sur une « industrie de l'héritage », de l'autre, une mémoire politique soutenue par des instituts de « politique de l'histoire », auxquelles se rattachent les lois mémorielles. S'il est, concède l'auteur, impossible d'établir une frontière nette entre ces deux types de mémoire, il n'en reste pas moins que le premier type domine en Europe occidentale alors que le second est présent en Europe orientale, tout comme en Russie, située au point extrême de ce spectre.
- 4 Dans le deuxième chapitre, l'auteur aborde la conscience historique de la société soviétique. Si l'histoire a été interprétée selon les schémas marxistes dès l'instauration du nouveau pouvoir en 1917, elle a été, dès les années 1930, recouverte d'une couleur nationale. Le rôle positif de l'État dans l'histoire de la Russie a alors été mis en avant. A également eu lieu une réhabilitation prudente et partielle du tsarisme, en particulier des dirigeants qui incarnaient la puissance de l'État russe, Ivan le Terrible et Pierre le Grand notamment. Cette interprétation de l'histoire a impliqué, souligne Koposov, l'étouffement partiel des romans nationaux des autres peuples d'URSS. Car dans la conception de Stalin, « le patriotisme soviétique, cultivé avec l'aide de l'histoire, était, dans ses fondements, un patriotisme russe ». C'est alors que l'habitude de manipuler l'histoire en fonction des usages politiques a pénétré dans la chair des idéologues soviétiques, habitude dont les idéologues postsoviétiques ont en partie hérité. L'auteur revient sur l'émergence et les évolutions de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale, de Stalin à Brežnev en passant par Hruščev. Ce n'est d'ailleurs qu'avec Brežnev que le mythe de la guerre, dont l'auteur éclaire les enjeux politiques, a été placé au centre de la mémoire historique par le pouvoir. L'absence d'un projet pour le futur, la perception que l'expérience soviétique était dans une impasse, le sentiment d'infériorité par rapport à l'Occident, ont amené le pouvoir en quête de légitimité à se tourner vers le passé, celui de la guerre, ce que Hruščev n'avait pas eu besoin de faire. Les années du

dégel avaient en effet été traversées par la foi en le futur et en le progrès, symbolisés par les héros cosmonautes. Ce chapitre se clôt sur un état des lieux de l'historiographie soviétique à la veille de la perestroïka : si la conception stalinienne de l'histoire a survécu au dégel, la libéralisation a porté ses fruits. L'auteur mentionne notamment le fructueux dialogue interdisciplinaire dans les sciences humaines, incarné par les linguistes et les littéraires de l'école sémiotique de Moscou-Tartu.

- 5 Le troisième chapitre est consacré aux années de Mihail Gorbačev et de Boris El'cin (les années 1985-2000), lorsque des « contre-mémoires » de groupes sociaux, ethniques et religieux remontent en vrac et s'élèvent contre la conception soviétique de l'histoire. Cette dernière est d'ailleurs rejetée par une partie des historiens, qui la remplacent souvent par l'approche civilisationnelle, « mélange de l'histoire des civilisations d'Arnold Toynbee avec l'histoire globale de Fernand Braudel ». Il s'agissait là, estime Koposov, du moyen le plus simple de transformer le visage du modèle marxiste habituel d'histoire globale, tout en conservant ses structures formelles, de passer de façon harmonieuse à d'autres grands récits de la civilisation occidentale, sans que ne disparaisse l'interprétation nationale de l'histoire : nombreux sont en effet les historiens à réfléchir aux particularités de la civilisation « slavo-orthodoxe ». Quant au rejet – par la société russe de ces années – de Stalin, qui s'étend peu à peu à toute l'expérience soviétique et qui passe par une idéalisation de la Russie pré-révolutionnaire, de l'Occident et des réformes, il ne s'agit là, pour l'auteur, que d'une facette de la réalité, mise en avant par les sondages. De fait, comment afficher ouvertement son soutien pour la politique de Stalin alors que les « voix démocrates » soutenues par le pouvoir affichent leur antistalinisme virulent ? Ce sont précisément ces partisans silencieux de Stalin qui constitueront, quelques années plus tard, la réserve de la réhabilitation du dictateur. D'ailleurs, une certaine nostalgie pour l'époque soviétique, de plus en plus perçue comme une ère de stabilité et de grandeur politique, se fait sentir dès le début des années 1990. El'cin lui-même, en déclarant la Fédération russe l'État continuateur de l'URSS, condamne la nouvelle Russie au retour vers l'autoritarisme et vers l'idée de grandeur impériale. Toutefois, si l'expérience soviétique est peu à peu réhabilitée, elle est expurgée de son héritage communiste et interprétée du point de vue de la continuité de l'État russe.
- 6 On entre dans les années 2000 (quatrième chapitre), qui marquent le retour d'une véritable « politique de l'histoire ». Pour l'auteur, il s'agit là d'un choix conscient, théorisé par le nouveau régime de Vladimir Putin : véritable mise en pratique du présentisme, c'est-à-dire d'une politique sans projet historique. Alors que les idéologies politiques se sont effondrées, le passé, manipulé, devient l'arène principale de la politique du nouveau régime, fondée sur la réhabilitation de la fierté nationale et de la tradition – russe et soviétique – de l'État puissant, et sur la restauration de l'image d'un État héritier des Empires russe et soviétique. Or cela ne peut se faire que dans la confrontation avec les États voisins, ainsi qu'avec l'Occident. Toutefois, ce dernier demeure le partenaire principal de la Russie et continue d'incarner le standard d'une vie meilleure pour les Russes. L'idée d'une différence absolue de la Russie et de l'Occident est donc impossible. Cette ambiguïté est perceptible dans le concept de « démocratie souveraine », élaboré en 2007. La Russie est elle aussi une démocratie, mais souveraine, elle n'a rien à apprendre des autres, et possède sa propre logique. La Russie est, au fond, un pays « ni pire ni mieux que les autres ». Son histoire résulte de sa géographie, laquelle « ne dépend pas de nous ». De cela, estime Koposov, découle une normalisation du stalinisme, perceptible dans certains manuels d'histoire parus dès

2007, qui fait partie d'un projet d'élaboration de nouveaux standards d'éducation au niveau fédéral. Le passé stalinien y est présenté comme une ère de modernisation forcée, brutale certes, mais nécessaire. Ce sont les années où l'image de Stalin est au plus haut dans la société russe, et cela alors même, souligne l'auteur, qu'il existe une conscience très claire de l'échelle des répressions. Ce sont, enfin, les années où le mythe de la guerre se transforme en un véritable mythe de l'origine de la Russie postsoviétique. Car le mythe de la guerre assoit la nécessité d'un pouvoir fort doté de « services spéciaux », il transforme chaque victime en héros, évoque l'unité entre le peuple et l'État et souligne le rôle de l'URSS dans la victoire sur le fascisme. Les répressions, en revanche, largement passées sous silence alors qu'elles ont pourtant fait bien plus de victimes, rappellent avant tout la violence de l'État contre son peuple.

- 7 Dans le cinquième chapitre, l'auteur analyse l'historiographie et le milieu professionnel des historiens, ainsi que l'enseignement de l'histoire dans la Russie postsoviétique. En ce qui concerne ce dernier point, s'il salue l'apparition de nombreux nouveaux manuels d'histoire, il pointe également les défauts de l'enseignement de l'histoire, hérités de l'époque soviétique. Ainsi, la traditionnelle séparation, dont les manuels scolaires témoignent, entre une histoire nationale, russocentriste, qui perpétue les mythes nationaux, et une histoire universelle et européocentriste. Cette séparation empêche toute méthode comparative « sans laquelle l'on ne peut comprendre la place d'un pays dans l'histoire mondiale ». En ce qui concerne la science historique, si nombre d'instituts académiques et universitaires restent de véritables bastions de conservateurs, d'autres, parmi lesquels certains ont été créés après la chute de l'URSS, s'ouvrent aux collaborations internationales, attirent les historiens intégrés dans les réseaux internationaux de recherche et de publication. Aujourd'hui, écrit Koposov, de la microhistoire à l'histoire globale en passant par l'histoire des concepts, toutes les tendances historiographiques sont représentées en Russie. Et même si le milieu des « cosmopolites » reste marginal au sein de la profession historique et qu'il est en outre soumis, depuis les années 2000, à l'hostilité du pouvoir, les historiens sont loin de tous soutenir la politique historique du régime. L'auteur note toutefois, dès les années 2000, la tendance grandissante, dans le milieu historien, à réhabiliter une historiographie soviétique totalement décriée après la chute de l'URSS. Cette réhabilitation, ou plutôt cette normalisation de l'historiographie soviétique, s'opère en parallèle à la normalisation de l'expérience soviétique et à la réhabilitation partielle du stalinisme perceptible ces dernières années.
- 8 Au terme de ce chapitre, l'auteur revient sur la situation paradoxale de la Russie actuelle : d'un côté, une profession historique plus libérale que la population, intégrée aux réseaux scientifiques internationaux ; une ouverture, certes partielle mais importante, des archives qui a permis une étude approfondie de l'époque soviétique, laquelle a confirmé les pires craintes concernant l'échelle et le caractère de la terreur ; la présence de maisons d'édition privées, de revues et de journaux professionnels où les voix indépendantes des historiens de métier peuvent s'exprimer. De l'autre, le maintien, au sein de la société russe, de la foi en les mythes soviétiques, jusqu'au culte de Stalin, sans parler du culte de la « Grande Guerre patriotique ». Pour Koposov, cette indulgence envers les aspects, pourtant connus, les plus tragiques du passé, reflète la propagation d'un certain relativisme moral sur fond de crise des valeurs universelles, et alors que la profession historique russe évite, par prudence, mais aussi par manque d'expérience des débats publics, de porter des jugements moraux sur le passé, délaissant dès lors le champ de la mémoire à d'autres forces omniprésentes dans les

médias. Tant que les historiens n'accompagneront pas l'établissement des faits d'une véritable réflexion morale critique, écrit l'auteur, ils auront beau « remplir des bibliothèques entières de nouveaux livres sur les crimes du passé », cela n'empêchera pas la majorité des citoyens russes de continuer d'admirer Stalin et de croire aux mythes créés à son époque.

- 9 Cette réflexion sur le rôle social des historiens sert en quelque sorte de prélude au dernier chapitre, centré sur la question des lois mémorielles. La politique de l'histoire de Vladimir Putin, fondée sur le mythe de la Grande Guerre patriotique, a transformé des conflits de mémoires auparavant épisodiques entre la Russie et ses voisins en véritables guerres de mémoires. En effet, en réaction à la nouvelle rhétorique du pouvoir russe – perçue comme agressive – certains pays ont élaboré des politiques de la mémoire que la Russie a, à son tour, perçue comme agressives. L'idée d'introduire en Russie des lois mémorielles émerge lors du conflit russo-estonien d'avril 2007, durant lequel le Monument au soldat soviétique inconnu est déplacé du centre de Tallinn vers un cimetière militaire. En 2009, un projet de loi mémorielle est déposé au Parlement russe par un groupe de députés du parti au pouvoir (Russie unie). Or, ce projet, dont Koposov éclaire les contradictions et retrace les péripéties au sein du Parlement russe, est, considère-t-il, quasiment unique parmi les lois mémorielles qui ont vu le jour en Europe. En effet, alors que celles-ci protègent la mémoire des victimes des crimes commis par un État ou avec son soutien, il s'agit ici de protéger non pas la mémoire des victimes, mais celle de l'État, c'est-à-dire d'un système que beaucoup considèrent comme criminel et accusent d'avoir instauré un régime d'occupation dans les pays voisins ; des accusations, rappelle l'auteur, qui sont dirigées contre Stalin et le stalinisme, dont le pouvoir entend, dès lors, protéger la mémoire.
- 10 Dans sa conclusion, l'auteur revient sur le mythe de la guerre, véritable arme de la politique historique de la Russie. Pourtant, souligne-t-il, il existait d'autres possibilités, tout aussi intéressantes pour la société russe, notamment la notion d'héritage culturel, proche de ce vers quoi tend la politique historique de la plupart des pays démocratiques. Certes, admet Koposov, l'idée de la « grande culture russe » est liée à celle de grandeur nationale. Toutefois, il estime qu'elle aurait été acceptable tant pour les pays de l'Est que pour l'Occident, car les réussites de la culture russe font partie intégrante de l'héritage culturel de l'Occident. En outre, d'autres noms que celui de Stalin l'incarnent : Pierre le Grand, Catherine la Grande. La construction de Saint-Pétersbourg et la répression des révoltes cosaques ne sont comparables ni à la construction du Belomorkanal ni à la grande famine des années staliniennes. Néanmoins, regrette l'auteur, au patriotisme culturel, la nomenklatura des années 2000 a préféré le patriotisme étatique et le mythe de la guerre.
- 11 Certaines idées de l'auteur peuvent prêter à discussion. Ainsi par exemple la notion de patriotisme culturel nous semble problématique : la culture peut aussi, et l'histoire l'a suffisamment montré, faire l'objet de manipulations politiques. De même, certains lecteurs considéreront que Koposov va trop loin dans son diagnostic de la soumission de la mémoire historique aux intérêts politiques. Son ouvrage constitue néanmoins une lecture incontournable pour tous ceux qui s'intéressent à la mémoire historique et à la réécriture de l'histoire en Russie, ainsi qu'aux fondements de la mémoire historique dans les sociétés contemporaines, dont Koposov brosse dans son ouvrage un tableau qui s'appuie sur une grande érudition et une connaissance pointue de l'historiographie occidentale. Toute l'originalité de cet ouvrage tient en ce que son auteur analyse la

mémoire historique de la Russie en la réinscrivant dans un contexte plus large. La Russie traverse en effet comme d'autres pays ce que Reinhart Koselleck a qualifié de « crise des horizons d'attente »⁴. Cela ne signifie pas pour autant que Koposov gomme les spécificités de la Russie, ce qui reviendrait à normaliser le cas russe et à perdre de vue les dangers qu'engendrent les manipulations à laquelle l'histoire est effectivement soumise en Russie. Cette démarche comparative permet au contraire de mieux cerner les spécificités de la mémoire historique russe, son exemplarité même, sans tomber dans cette simplicité qui consiste à affirmer que la Russie est un cas exceptionnel, voire unique.

NOTES

1. Nikolaj Koposov, *Kak dumajut istoriki* [Comment pensent les historiens], M. : Novoe literaturnoe obozrenie, 2001.
2. Nikolaj Koposov, *Hvatit ubivat' košek! Kritika social'nyh nauk* [Arrêtons de tuer les chats ! Critique des sciences sociales], M. : Novoe literaturnoe obozrenie, 2005.
3. François Hartog, *Des régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps*, P. : Seuil, 2003.
4. Reinhart Koselleck, *Le futur passé : Contribution à la sémantique des temps historiques*, P. : EHESS, 1990.